

---

Jean-Marc FERRY et Séverine DE PROOST (eds), *L'école au défi de l'Europe. Médias, éducation et citoyenneté postnationale*, Editions de l'Université de Bruxelles (coll. "Philosophie et société"), Bruxelles, 2003, 232 p.

---

Cet ouvrage collectif et coordonné par Jean-Marc Ferry et Séverine De Proost regroupe les contributions d'une dizaine d'auteurs abordant sous différents angles la double question de l'articulation enseignement-médias et enseignement-identité. Poussant plus loin, on notera la place que prend, dans ce questionnement, l'étude des médias eux-mêmes en tant que vecteurs identitaires, dont les "effets" n'ont de cesse de se répercuter sur la citoyenneté et l'enseignement.

La question qui traverse l'essentiel des contributions est celle "*des conditions auxquelles l'école et les médias peuvent jouer un rôle dans la formation d'une citoyenneté postnationale, en particulier européenne*" (p.10). Elle est abordée de façon interdisciplinaire, croisant au fil des contributions les apports respectifs de la sociologie, de la philosophie, de la science politique, de la linguistique ou des sciences de l'information, traçant une sorte de vaste tableau à la fois synchronique et diachronique de la place de l'école dans nos sociétés en tant que lieu et/ou instrument de formation des identités et de la citoyenneté. Enfin, l'ouvrage se termine en s'intéressant spécifiquement aux médias comme vecteurs et lieu de construction identitaire.

Compte tenu de la double thématique qui le traverse, et de ce fait du caractère quelque peu "éclaté" des différentes contributions (que la conclusion articule cependant fort bien), il semble difficile de chercher à rendre compte ici des apports respectifs des différents auteurs. Schématiquement, et bien que l'ouvrage ne le fasse pas explicitement, on peut regrouper les onze contributions en trois grandes parties, traitant d'aspects relativement différents des différentes articulations entre éducation, identité et médias. Tout d'abord, une série de contributions sont consacrées à la définition même de l'école et de la citoyenneté, ainsi qu'à l'identification et à la définition du rôle que peut jouer la première dans la seconde. Le constat général est que la naissance de l'école moderne coïncide avec celle de l'Etat nation et de nos sociétés industrielles, l'école étant à la fois une conséquence et un instrument de renforcement et de légitimation de celui-ci. Cette école moderne, présentée en référence au modèle de l'école républicaine française (liberté, égalité et fraternité) s'est progressivement développée en symbiose avec la société industrielle et la démocratie libérale. Toutefois, les mutations de cette société ont tendance à affaiblir ce modèle, et, partant, la conception de la citoyenneté et de participation à la vie publique développée par celle-ci. Différentes contributions

s'interrogent dès lors, en référence à diverses expériences, sur la conséquence de ces mutations sur le rôle que peut jouer une école elle-même en mouvement (évolution de son rôle, notamment en termes d'intégration et de formation à une insertion dans cette société) dans une éducation à la citoyenneté, et à la définition même de ce que l'on peut entendre et/espérer par là, notamment à travers la question de savoir si la citoyenneté gagne à "s'apprendre" comme une matière en soi ou à travers le développement d'une pratique quotidienne de confrontation à l'altérité.

Dans un second temps, l'école est abordée comme lieu et vecteur potentiels d'une identité européenne. Pour ce faire, les différents auteurs envisagent —chacun sous un angle déterminé— les apports respectifs des différents systèmes et politiques d'éducation dans la construction des identités nationales (ou infra- ou post-nationales) dans différents pays, européens ou non (Québec). Ces approches comparatives permettent de mettre à jour les modèles d'éducation, d'identité et de citoyenneté sous-jacents aux différents systèmes, mais également d'en mettre à jour les convergences et divergences. L'identification des tendances communes est particulièrement intéressante, par exemple en référence à la définition des objectifs de l'éducation dans les programmes scolaires de ces différentes entités, montrant notamment comment la formation à la citoyenneté a tendance à ouvrir plus en avant l'école sur la société, intégrant notamment des approches critiques des médias, à travers des programmes d'éducation aux/par les médias. Ce qui ouvre la voie à ce que nous nommerons la troisième partie. Celle-ci s'intéresse plus particulièrement aux médias et dispositifs médiatiques et à leur mise en œuvre dans le cadre de la formation des citoyens. Dans ce cadre est posée la question désormais classique de l'introduction des médias et plus spécifiquement des NTIC dans l'enseignement, notamment sous l'angle des implications de celles-ci sur la définition de la relation pédagogique, ou encore de l'impréparation de beaucoup d'enseignants face à ces technologies de l'information et le rôle qu'on (notamment à travers les objectifs européens) veut leur faire jouer dans l'école. Mais on notera surtout l'ouverture qui est faite en direction des médias et de leur rôle en tant que vecteurs de savoirs informels, sans se limiter au domaine de l'information, traditionnellement le seul pris en considération par le système formel d'éducation. Comme le soulignent diverses contributions, les séries télévisées ou les jeux vidéo sont également des lieux médiatiques d'investissement et dès lors de construction identitaire, dès lors à prendre en compte en tant que tels.

Si les questions traitées sont intéressantes —et elles ressortent comme étant d'autant plus actuelles dans une Europe en construction et/ou dans un monde globalisé—, on marquera néanmoins un bémol en signalant que les différentes contributions se contentent souvent de

définir une problématique et d'ouvrir un certain nombre de portes, sans toutefois (à quelques exceptions près) les traiter plus en profondeur, nous laissant parfois un peu sur notre faim. Cet ouvrage semble essentiellement chercher à poser et assurer différents jalons nécessaires au questionnement, notamment en référant, confrontant et “décryptant” de façon utile des textes européens (directives, livre blanc, etc.) qui constituent un des éléments de l'ossature de l'idéologie sous-jacente à cette évolution, sans toutefois apporter —si tant est que ce soit possible— de réponse autrement que sous forme d'ouvertures à une poursuite de la réflexion, tant pour les chercheurs que pour les acteurs sociaux. Mais ces questions sont encore à traiter.

Baptiste CAMPION